Anthropologie des Européens en Afrique

Mémoires coloniales et nouvelles aventures migratoires

Michel Peraldi et Liza Terrazzoni

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18882>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18882

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 9-28

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Michel Peraldi et Liza Terrazzoni, « Anthropologie des Européens en Afrique », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 221-222 | 2016, mis en ligne le 01 avril 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18882> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.18882>

Anthropologie des Européens en Afrique

Mémoires coloniales et nouvelles aventures migratoires

Ce numéro a pour objet et ambition de décrire les modes de présence et de mobilité des Européens dans quelques pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb. De ce point de vue, la première nécessité est d'abord de tenir inventaire, décrire sans *a priori*, les formes d'une expérience sociale qui s'est considérablement diversifiée et se diversifie encore sous nos yeux, sans pour autant que le sens qui lui est donné, y compris par les sciences sociales, ait varié en conséquence. Nous avons ici choisi de privilégier un regard anthropologique, autrement dit de faire le pari de la multiplicité des pratiques, contre l'univocité du sens énoncé. Il y a là un défi intellectuel, dont nous voudrions d'abord tracer les contours, au moins parce que cette posture anthropologique vient bousculer des habitudes de penser et prendre à revers quelques préjugés.

Les Européens en Afrique ont rarement fait l'objet d'une attention socio-anthropologique. Bien que de plus en plus de travaux s'emparent de ce thème¹, les réponses à notre appel à contributions montrent que ces recherches sont encore très localisées, sur le Maroc, l'Algérie, le Sénégal, l'Angola, le Gabon ou le Congo. C'est donc moins un choix orienté par l'intérêt que nous aurions eu pour certains terrains qui nous a guidés, qu'une élaboration au gré des propositions reçues. En ce sens, si ce numéro est exploratoire, il reflète néanmoins bien la concentration des chercheurs sur certaines régions, celles qui attirent leur curiosité par la visibilité des Européens.

Lorsque les sciences sociales se sont intéressées à cette population, ce fut le plus souvent au prisme de l'histoire coloniale (Knibiehler, Emmery & Leguay 1992 ; Planel 2015), du tourisme (Cauvin Verner 2007 ; Chabloz & Raout 2009), de la gentrification des vieux centres urbains (Kurzac-Souali 2006 ; Coslado, McGuinness & Miller 2013), de l'expatriation (Cruise O'Brien 1972 ; Verquin 2000) ou de la coopération (Guth 1984 ; Henry & Vatin 2012).

1. Voir à ce propos le numéro 77 de la revue *Autrepart*, à paraître, qui réunira quelques contributions sur les migrations européennes en Afrique (BREDELOUP & GOIS 2016).

Ils sont régulièrement envisagés comme les acteurs d'un néo-colonialisme résilient, des touristes envahissants, ou des expatriés nantis de privilèges exorbitants, alors que leurs motivations, itinéraires et expériences avant, pendant ou après l'époque coloniale, ont pourtant été assez peu décrits.

Malgré les aléas de la colonisation, malgré des relations internationales tendues et parfois des relations diplomatiques interrompues, les circulations de l'Europe vers l'Afrique, et plus précisément entre ex-colonies et ex-puissances colonisatrices, si elles se sont taries, n'ont jamais vraiment cessé après les Indépendances. Aujourd'hui, et depuis ces vingt dernières années, elles connaissent même un net regain (DFAE 2013). Les Européens sont de plus en plus visibles sur le continent africain où ils « domicilient », selon les cas, leurs activités économiques, leurs rêves et aspirations ou encore leur vie amoureuse. Si bien qu'aujourd'hui on peut recenser, comme le font ici un certain nombre d'articles, des entrepreneurs français au Maroc ou au Gabon, des expatriés ou aventuriers portugais en Angola, des coopérantes qui choisissent de s'établir au Ghana dans la continuité d'une rencontre amoureuse, enfin de jeunes professionnels de la culture qui lancent leurs activités au Mali ou au Burkina Faso. Mais on peut aussi évoquer les entrepreneurs corses de Libreville qui appuient leur installation sur des strates d'installation plus anciennes, des anciens coopérants d'Algérie en voyage mémoriel, des expatriés perçus comme des nouveaux colons. On voit encore des Portugais renouer avec l'Angola, leur pays de naissance, et plus globalement des individus dont la migration est inscrite dans des dispositifs, économiques et institutionnels, historiquement construits dans la continuité des relations coloniales.

L'ensemble des contributions réunies dans ce numéro spécial des *Cahiers d'Études africaines* porte donc tout d'abord à constater qu'il n'y a pas eu rupture des circulations européennes vers l'Afrique après les Indépendances, et ensuite qu'il y a eu et qu'il y a encore variété de statuts et de subjectivités qui sous-tendent ces mobilités. Bien sûr, affirmer que la présence continue, régulière — dans tous les sens du terme — des Européens en Afrique est un élément concret, pratique, du présent post-colonial de ces sociétés, n'est pas anodin politiquement ni idéologiquement sans conséquences. La proposition va en effet à rebours d'un double paradigme. Elle prend d'abord à contrepied un certain nationalisme méthodologique, africain celui-là, pour qui l'expulsion physique des colons européens est une pièce essentielle du début d'une nouvelle histoire. Un nationalisme méthodologique qui présuppose donc que le présent des sociétés africaines est, sinon racialement unitaire, du moins libéré de la présence européenne. En second lieu, elle contredit cet autre préjugé, celui-là européen, selon lequel tout mode de stabilité et de continuité de la présence européenne en Afrique ne saurait être envisagé, dans son sens, sans référence à la « situation coloniale » (Balandier 1951). Préjugé selon lequel en somme, toute présence européenne en Afrique, quelle que soit la subjectivité dont elle participe, est fortement soupçonnée de perpétuer

l'une ou l'autre des formes de violence et des rapports de domination institués par le colonialisme.

À vrai dire, nous avons découvert ces questions au moment de l'élaboration de ce numéro car nos questions initiales venaient d'ailleurs. Nous observons en effet depuis quelques années la localisation marocaine des migrations européennes en Afrique (Peraldi & Terrazzoni 2016) ; avec d'autres chercheurs, nous avons étendu ces observations à l'échelle du Maghreb (Fabbiano *et al.* 2016) dans une équipe qui a initié une réflexion collective sur ce phénomène de migrations « Nord-Sud »². Nos questions principales venaient en l'occurrence d'une recherche sur ces expériences contemporaines de la mobilité migratoire qui, inversant le schéma dominant de pensée selon lequel n'est « migratoire » qu'un parcours remontant des « suds » vers les « nords » occidentaux, se présentaient comme des migrations descendantes, des « nords », pensés comme prospères et développés, vers des « suds », perçus comme économiquement et socialement fragiles et asymétriques. L'idée de départ de ce numéro, dans le droit fil de ces explorations, était alors de réunir un ensemble de contributions éclairant les formes et évolutions des mobilités européennes en Afrique.

Au fur et à mesure de l'arrivée de contributions qui élargissaient l'assise initiale de ce numéro par référence à l'histoire coloniale, qui ouvraient largement la variété des « désirs migratoires » décrits et, enfin, qui remplaçaient l'importance de la base territoriale initiale, nous avons fini par nous convaincre de la nécessité d'un débat théorique sur le sens des mobilités, avant même leur inventaire, et d'un retour réflexif au silence des sciences sociales sur ces thèmes.

Colonialismes en débat

Ces Européens constituent en effet d'abord un coin sombre de l'histoire coloniale qui, par certains aspects, a réduit l'étude des sociétés coloniales à la situation coloniale (Mbembe 2000) et les Européens à la figure des « colons ». Lorsque le phénomène colonial tient tout entier dans l'instauration de rapports de domination basés sur l'infériorisation raciale et le déni d'humanité (Van Reybrouck 2012), et sur l'invention même d'un racisme institutionnalisé, comment se représenter, autrement que comme des « colons » ou des « occupants », les Européens présents en Afrique à cette période ?

2. Cette recherche est menée depuis 2012 dans le cadre du projet *Émergences*, financé par la Ville de Paris, « Mobilités Nord-Sud : nouvelles mobilités migratoires de l'Europe vers le Maghreb » et porté par le Centre d'analyse et d'intervention sociologiques de l'École des hautes études en sciences sociales. Ce programme s'est clôturé par le colloque international « Des Nord(s) vers les Sud(s) : État de la recherche sur les mobilités » qui s'est tenu les 20 et 21 mai 2015 à Paris (voir le compte rendu d'Alexandra Poli dans ce numéro).

Au passage, le terme même d'« Européens » amalgame sous l'apparence du « colon » des minorités à l'origine différenciées, comme nous le montre ici Rosario Giordano avec l'exemple des Italiens au Congo ; nous reviendrons sur cet aspect. Et dès lors, comment se représenter autrement que comme des néo-occupants, ceux qui y sont aujourd'hui présents ? Lorsque les chercheurs qui étudient ces situations adhèrent à la dénonciation du colonialisme, peuvent-ils voir autre chose que des « supports » de la colonisation ou des « ennemis de classe » dans ces Européens ?

Les institutions, mais aussi par certains aspects les sciences sociales, les aident d'ailleurs assez bien dans la mesure où deux figures tutélaires rassemblent les modes de présence : les « expats » d'un côté, figures du privilège et héritiers symboliques des colons puis des coopérants, et nom commun pour désigner les migrants des pays du Nord vers ceux du Sud, autrement dit des pays à revenus moyens ou modérés vers des pays à revenus faibles (Organisation internationale pour les migrations) ; les « migrants » de l'autre, figures au contraire de la précarité, même aventurière, terme devenu le nom commun pour désigner univoquement ceux qui empruntent les routes migratoires remontantes du Sud, génériquement pauvre, vers un Nord, génériquement prospère. Pris entre une socio-anthropologie des circulations migratoires qui semble souffrir d'un tropisme Sud-Nord et une histoire coloniale qui s'est concentrée sur les exactions de la colonisation et le rapport colonial, il est resté finalement peu de place, dans les sciences sociales, pour penser la complexité des expériences et des itinéraires de ces Européens mobiles.

Dans cette perspective, se mettre dans la posture de rendre possible une anthropologie historicisée des Européens en Afrique, réunir des articles qui décrivent leurs expériences et itinéraires, suppose de ne plus seulement envisager ces Européens au seul prisme de la colonisation, de la coopération ou de l'expatriation mais au regard d'une gamme de statuts variés, différenciés et surtout différenciateurs : des touristes au long court aux aventuriers, des entrepreneurs aux volontaires humanitaires, des artistes marginaux aux administrateurs coloniaux, des femmes amoureuses aux créateurs d'entreprise en passant par des adolescents en difficulté scolaire. Une multiplicité de figures qui sont alors aussi autant une manière de complexifier les parcours et les « carrières » (Becker 1985 ; Martiniello & Rea 2011) sur les routes des migrations internationales, qu'une nécessité épistémologique à penser sous l'angle de la diversité et de la complexité sociologique, les sociétés (post)coloniales au moment (post)colonial.

C'est factuellement parce qu'il semblait incongru, notamment dans la discussion avec les « africanistes », que l'on puisse utiliser le terme de « migration » et le statut de « migrant » en l'affectant à ces Européens en Afrique, pour de nombreuses raisons sur lesquelles nous reviendrons mais dont une bonne part relevait de la permanence du rapport et de l'esprit colonial, que nous avons découvert l'ensemble des enjeux qui travaillaient un

tel numéro. C'est au fond un objectif imprévu qui est arrivé en marchant, que d'indiquer du coup comment une anthropologie du fait migratoire contemporain, peut aider (pour qui a le projet de le faire), à renouveler une pensée du post-colonialisme enfermée dans les passions politiques qu'elle suscite (Mbembe 2000). Sans dogmatisme, nous souhaiterions que les articles ici rassemblés indiquent quelques lignes de fuite en la matière.

Des sociétés coloniales complexes et cosmopolites

La question de la présence européenne relève donc d'un double imaginaire politique qui rend difficile l'expérience sociale dont elle participe. Le premier fonde la relation entre expulsion des colons et construction des nationalismes africains, l'autre institutionnalise la permanence de l'esprit colonial en Europe. En effet, si l'expulsion des colons a été un geste hautement symbolique, co-extensif à l'entrée de nombreuses sociétés locales africaines dans l'indépendance politique, on peut aujourd'hui faire une série de constats pratiques dont on retrouvera les détails dans certains des articles rassemblés ici, qui mettent en évidence le caractère fictionnel, au sens de « fiction politique », de ces processus. L'expulsion des Européens, si unanime qu'elle paraisse à première vue, n'a pas été si absolue qu'il y semble ; même dans les situations de décolonisation et les processus d'indépendance les plus violents et guerriers, des minorités européennes sont restées, parfois discrètes et invisibles, parfois « intégrées » au processus même de décolonisation (c'est le cas par exemple des communistes français en Algérie [Ségui 1994 ; Sportisse 2012]). En sociologie des migrations, on verrait dans ces minorités établies autant de ferments migratoires potentiels, et certains de fait le sont devenues en offrant des points d'appui à de nouvelles mobilités européennes, une fois le calme revenu s'il revenait : le cas des Portugais en Angola décrit par Irène Dos Santos en est un exemple, celui des Corses au Gabon abordé par Vanina Profizi en est un autre.

En effet, malgré les mouvements tourmentés de l'histoire et la violence de la situation coloniale (Balandier 1951), constater la continuité des mobilités implique, certes, d'analyser ces mobilités, ce qui est bien l'objet de ce numéro, mais également d'interroger cette continuité et de la construire comme un objet. S'il n'y a pas rupture, c'est bien que, par-delà la violence du rapport colonial, au-delà des rapports de domination et d'oppression qui organisaient les sociétés coloniales, il a existé d'autres logiques qui ont travaillé les relations sociales, produisant autant d'adhérences n'ayant jamais été rompues. Si ténue soit-elle, cette permanence est une condition d'une grande partie des mobilités décrites dans ce numéro et témoigne d'une complexité qui se caractérise par des relations différenciées entre les États coloniaux et les sociétés locales. S'il y a là une évidence décrite dans un certain nombre de travaux (Tirefort 1989 ; Coquery-Vidrovitch 1992 ; Peyroulou *et al.* 2012), elle semble assez importante pour la souligner ici : les acteurs de l'État

colonial ne sont pas les mêmes selon les sociétés locales, en Algérie, au Maroc ou au Gabon par exemple, ni dans les mêmes rapports avec ces sociétés. Les partenariats qui se sont formés entre les groupes sociaux et à l'intérieur des sociétés locales diffèrent : si c'est dans sa relation à l'État colonial que s'est construite l'élite marocaine, à travers l'école française notamment (Vermeren 2004, 2011), c'est, en Algérie, une élite nationaliste que le système colonial éducatif formera (Colonna 2008). Au Gabon, ainsi que la contribution d'Étienne Bourrel le montre, ce sont les coloniaux qui assurent le rôle d'élite sociale. Les interactions entre acteurs locaux et coloniaux diffèrent ainsi selon les sociétés locales et les cadres de rapports qu'elles ont produits. Entrer dans les sociétés locales du point de vue des rapports sociaux met ainsi en évidence la diversité des sociétés coloniales.

Ces interactions deviennent un objet d'autant plus complexe que l'on constate que les agents exécutants de la violence coloniale n'étaient pas les seuls présents européens dans les sociétés concernées. À côté d'eux, il a en effet existé une migration coloniale qui ne s'est pas réduite aux ressortissants des pays administrateurs, preuve de la diversité sociale et culturelle des sociétés. Bekono Cyrille Aymard montre bien que l'entreprise coloniale française au Cameroun a reposé sur l'exclusion d'un certain nombre d'Européens aux frontières car l'administrateur français s'inquiétait de voir l'ordre colonial déstabilisé par une immigration européenne incontrôlée. Celui-ci craignait les rapports de force économiques entre entrepreneurs, mais également idéologiques, appréhendant de laisser entrer au Cameroun les nationalités soupçonnées d'adhérer aux principes communistes qui dénonçaient alors l'assujettissement des peuples.

Dans ce cadre également, il n'est pas négligeable de rappeler que, si les Européens en Afrique ont été dans chacun des pays des minorités coloniales, il y eut aussi des minorités européennes (Temime 1987 ; Kateb 2001) qui n'étaient pas directement, parfois même pas du tout, impliquées ni dans l'administration ni dans les entreprises coloniales. Ainsi que Rosario Giordano le décrit pour le Congo belge, derrière les majoritaires coloniaux belges, il y avait des minoritaires, les Italiens qui, d'emblée par leur appartenance nationale, n'étaient pas inscrits dans les mêmes cadres d'interactions. Il n'y a donc pas eu que des Belges ou des Français dans la colonisation belge ou française. Il y a bien eu dans l'entreprise coloniale, un support de mouvements migratoires qui ont produit de la complexité socioculturelle dans les colonies mais également des ordres de légitimité et de hiérarchisation entre entrepreneurs coloniaux mêmes. Il en résulte évidemment des relations différenciées qui ne peuvent être labellisées exclusivement sous le terme de « relation coloniale ». On pourrait tout aussi bien rappeler le rôle de ces mêmes Italiens en Tunisie (Finzi 2000) ou en Algérie (Vermeren 2015) ainsi que celui des Espagnols (Jordi 1986). Et il faut bien sûr évoquer le cas des minorités juives, très différemment traitées et politiquement représentées dans les mondes coloniaux, depuis l'intégration du décret Crémieux en Algérie jusqu'au statut de nationalité locale au Maroc (Stora 2008 ;

Abécassis, Dirèche & Aouad 2012), sans oublier les anciennes migrations intra-africaines dont les relations aux colons et au rapport colonial ont pris des formes très diverses et parfois peu marquées de soumission (le cas des Marocains en Afrique francophone par exemple [Aouad-Badoual 1975]). Là encore, autant de « petits peuples » dans le cosmopolitisme de certaines sociétés coloniales qui peuvent être des ferments migratoires ou des mémoires et des expériences nourries d'une distance aux hiérarchies strictement coloniales.

S'il y a continuité des mobilités, c'est donc bien qu'il y a diversité des cadres d'interactions. À partir du constat de ce socle social qui fonde de nouvelles mobilités, un premier déplacement du regard est proposé par ce numéro. Il s'agit alors d'interroger le phénomène colonial non plus trop exclusivement d'un point de vue politique et institutionnel mais du point de vue des expériences de mobilité des acteurs, de la diversité de leurs origines sociales et des statuts sous lesquels les Européens étaient présents dans les sociétés coloniales. Qui dit expériences de mobilité des acteurs, dit sociabilités, amitiés, familles, réseaux, et résiliences imaginaires, qui se sont formés dans cette période. Il ne s'agit pas pour autant d'euphémiser la violence des situations coloniales, ni des relations coloniales, mais bien de déplier la variété des situations inscrites, héritières ou emblématiques, de ces situations. Car évidemment, la diversité des relations sociales, ayant formé la consistance des sociétés coloniales, permet de mieux comprendre le moment post-colonial, autrement dit le moment présent.

L'avènement touristique

Le grand mouvement du « retour » des Européens dans l'Afrique post-coloniale est constitué du tourisme et de ses différentes formes et lieux d'investissement. Certes, rien en la matière n'a été systématique : seuls quelques pays (Tunisie, Maroc, Sénégal, Mali) ont été marqués de façon significative par l'arrivée des touristes européens et l'impact du phénomène a été très différent selon la manière dont les pays l'ont ou non investi comme support d'un développement économique. À la lourdeur des investissements touristiques en Tunisie répondent la légèreté et la prudence des investissements au Mali. Il en procède des formes très différenciées non seulement de tourisme mais de rapport à l'Autre. Qui s'intéresse à ces thèmes devra revenir au numéro que les *Cahiers d'Études africaines* y ont consacré (Chabloz & Raout 2009). Là encore, nous ne voulons pas prétendre que ces expériences touristiques auraient permis de dépasser l'expérience coloniale, et encore moins qu'elles en auraient affranchi ceux qui en sont les acteurs, ce que, par ailleurs, certains « touristes » n'hésitent pas à dire pour légitimer leur présence et souligner au passage le poids des culpabilités. Simplement, ce que nous voudrions ici mettre en évidence, c'est que l'arrivée du tourisme se place dans la continuité des Indépendances.

Plus généralement, il nous semble important de développer l'hypothèse d'une continuité des flux, des mouvements, des mobilités et donc de la présence européenne en Afrique, là où les fictions politiques posent la discontinuité et l'expulsion comme conséquences des Indépendances. Mais nous voulons aussi mettre en évidence la possibilité que ces expériences, multiples, diffractant et démultipliant l'ainsi dite univocité du fait colonial, peuvent être aussi les ferments, les points d'appui d'une évolution des modes de présence des Européens en Afrique et des rapports sociaux qui organisent leur quotidien.

Qu'en est-il maintenant des permanences, résiliences, adhérences des catégories, imaginaires, symboliques, politiques et hiérarchiques qui forment ce que, dans une univocité souvent très politique et surplombante, on a appelé rapport colonial ? C'est d'ailleurs en s'intéressant à cette actualité qu'il est possible de « mesurer » les continuités et les bifurcations entre le moment colonial et le moment post-colonial qui s'incarnent dans les parcours individuels, comme d'interroger le rapport colonial dans ses manifestations présentes. C'est bien en effet sur le lit de la complexité que nous venons de décrire que se déploient les mobilités européennes, y compris leur imaginaire, que se forment leurs subjectivités et que s'inventent des singularités.

Le phénomène colonial participe d'une mémoire qui nourrit les mobilités contemporaines et qui s'active dans les relations sociales actuelles. Il y a ici un point assez important pour le souligner : le phénomène colonial traverse toutes les expériences sociales décrites dans les contributions réunies dans ce numéro. Il faut cependant remarquer que s'il les traverse, c'est souvent moins par l'expérience directe que les individus en ont eue que par une présence mémorielle diffuse dans les sociétés concernées et qui imprègne les représentations de ceux ne l'ayant pas directement connu. Que ceux qui s'installent en pays africain soient enfants ou petits-enfants d'instituteurs, d'administrateurs, d'agriculteurs ou d'aventuriers présents au « temps des colonies », ou qu'ils n'aient jamais eu un aïeul ayant participé d'une manière ou d'une autre à cette entreprise, ils se sentent tous concernés par cette histoire et en ont intégré les catégories.

Phénomène que l'on retrouve dans le tourisme. Certes, quelle que soit aujourd'hui la diversité sociale des expériences touristiques, les présupposés éthiques très différenciés, les attitudes et les attentes envers l'autre diversifiées aussi et surtout socialement et culturellement différenciatrices voire discriminatoires — tout un tourisme « alternatif » en recherche d'authenticité est d'abord fondé sur le rejet du tourisme de masse et de ses imaginaires —, quelle que soit donc la multiplicité des expériences que l'on nomme touristiques, elles sont souvent fondées sur des catégories imaginaires qui empruntent à l'orientalisme, à l'exotisation de l'autre africain, maghrébin, et cet imaginaire n'est jamais loin de la naturalisation et du procès en sauvagerie, même édulcoré en « authenticité ». Tout « bon » qu'il est, le sauvage est un sauvage. Par-delà le phénomène touristique, l'on retrouve cet imaginaire qui s'immisce jusque dans les relations intimes. Il est à cet égard très

intéressant de décrire ces expériences amoureuses, si banales aujourd'hui, abordées ici par Corinne Cauvin Verner et Karine Geoffrion. Leur intérêt tient moins aux catégories connues de la « quête de soi », qu'aux modalités selon lesquelles s'expriment la déception et le conflit lorsqu'ils surgissent, et c'est souvent le cas. Déceptions, conflits conjugaux, ruptures, sont en effet presque systématiquement un retour à des discours racialisants, infériorisants de l'Autre pour le désenchanter.

Le primat des subjectivités

Certes encore, lorsque des entrepreneurs viennent au Maroc, en Algérie, au Gabon ou au Congo, s'inventer justement une compétence d'entrepreneur qu'ils n'avaient pas, cette autoproclamation repose bien souvent non pas sur des diplômes, non pas sur une compétence acquise, mais sur le présupposé que ces compétences sont localement déficitaires, parce que les « indigènes » sont par essence incapables d'en assurer la mise en œuvre tandis que les Européens sont « naturellement » disposés à mieux les exercer. Ce sont également certains entrepreneurs français au Maroc, questionnés par Chloé Pellegrini, qui portent avec eux, et comme un prêt-à-penser, parfois une nature, un capital, qu'ils n'ont pas pu valoriser dans leur société d'origine et qui, par le seul fait de la faiblesse qu'ils présupposent à la société locale, trouvent utilité sociale et profitabilité économique. Présupposés, legs colonial, pour reprendre les mots de l'auteure, qui sont renégociés en situation. Nous avons, sur nos terrains marocains (Peraldi & Terrazzoni 2016), régulièrement croisés ces aventuriers qui improvisent, en toute légitimité à leurs yeux et dans les conditions de sociétés locales où les statuts professionnels se négocient relationnellement plus que normativement (Peraldi 2011), de nouveaux métiers et de nouvelles compétences, en se fondant sur le seul présupposé de l'impossibilité ontologique des locaux à les exercer. La place des imaginaires coloniaux qui se déploient dans les relations sociales induites par ces nouvelles situations migratoires est ainsi centrale, comme le décrivent Lisa Åkesson et Irène Dos Santos pour l'Angola ou Giulia Fabbiano pour l'Algérie. Ne faut-il pas voir aussi dans les statuts différenciés et désavantagés des locaux dans le réseau des écoles françaises les traces de ces inégalités statutaires qui fondaient l'ordre colonial, comme le questionnent les contributions de Sabah Chaib et Giulia Fabbiano ?

Certes, enfin, lorsque les Européens en mobilité prennent place dans les sociétés locales africaines, ils y retrouvent parfois, comme un dû, le statut élitiste qu'y occupaient les colons, et bien souvent les comportements de domestication et d'infériorisation de l'autre qui les accompagnaient. Cet imaginaire prend des formes variées, jusqu'à être incorporé dans les sociétés locales ainsi que les met en évidence Étienne Bourel lorsqu'il décrit le « mimétisme postcolonial » dont les forestiers gabonais sont l'objet ainsi que leur rôle dans la constitution d'une élite sociale locale. Admettons-le

sans conteste, les catégories d'un imaginaire colonial, enserrent, parfois de façon infra-consciente, empaquètent les comportements actuels, oserions-nous dire, sans qu'y participent les formes brutales de violence qui organisaient les rapports sociaux dans la société coloniale³. Si les conditions et les mentalités changent, si la dénégaration peut s'exprimer comme dans le cas des humanitaires, abordés ici par Hélène Quashie au Sénégal et à Madagascar, et si le néo-colonialisme peut intégrer une part de critique du colonialisme, il perdure néanmoins de lui quelques traces résiduelles. Dans la relation d'altérité par exemple (l'autre reste l'autre), et dans les statuts différenciés et différenciateurs, ainsi que dans les classements sociaux qui alimentent de leur principe fallacieux de réalité, les discriminations. À deux bémols près cependant, ou plus exactement à deux facteurs de complexification qui réorganisent quelque peu les agencements sociaux et redistribuent partiellement les conditions de l'expérience mobilière.

Le premier bémol concerne bien sûr les supports institutionnels et les rapports politiques qui sous-tendent ces inégalités induites par l'esprit colonial. Pour le dire vite et simplement, si esprit colonial il y a, l'État colonial, voire impérial, lui, a disparu, et les dynamiques et processus de légitimation se font désormais « à compte d'auteur » dans des sociétés où le relationnel prime souvent sur l'institutionnel. Avec deux conséquences liées à cette disparition : la première c'est bien évidemment que les structures et les institutions politiques des sociétés locales africaines ont intégré, réifié à leur profit une partie des bases imaginaires et structurelles qui fondaient les inégalités coloniales. La seconde c'est, bien sûr, que cette incorporation s'est faite au profit de nouvelles élites et bourgeoisies qui occupent désormais le haut des classements et bénéficient des privilèges. C'est avec cette élite désormais que le statut des Européens se négocie, se marchande, se tracte, se légitime. Longue liste de verbes et d'actions, qui en disent long sur la diversité, la complexité, mais aussi la plasticité, l'instabilité, de ces négociations par lesquelles une place se construit. Pour être encore plus précis, disons que ces privilèges, faveurs, statuts de supériorité qui étaient garantis aux Européens lorsqu'ils étaient des « colons », *ipso facto* par l'État colonial, non seulement ne le sont plus par aucune institution, mais ils sont de plus objets permanents de « marchandage » et de négociations, lorsque ces Européens sont des « migrants ».

Le second bémol relève des subjectivités et de leur apparition dans un paysage historique et social d'où elles étaient absentes ou camouflées. On ne part plus désormais en Afrique (et sans doute pas plus qu'ailleurs) pour y représenter une institution ni chargé d'une mission, politique ou civile, imbu comme les colons ou les missionnaires du sentiment d'avoir à accomplir une

3. F. FANON (1952) évoque trois dimensions dans la violence de la situation coloniale : la violence coloniale, la violence émancipatrice du colonisé et la violence dans les rapports internationaux, qui sont discutées par A. MBEMBE (2013) ; voir aussi VAN REYBROUCK (2012).

œuvre, mener une « mission civilisatrice » (Katz 2006), ce terme presque administratif par lequel les colons se paraient d'un sentiment d'importance et de devoir ; on part plus volontiers, comme il est dit du tourisme « cultivé », en « quête de soi par la pratique des autres » selon la juste formule du numéro des *Cahiers* sur ce thème, y compris lorsqu'on part pour s'installer, suivre l'âme sœur ou un amoureux (Corinne Cauvin Verner, Karine Geoffrion), ou créer une entreprise (Chloé Pellegrini) ; on part pour « s'accomplir », recommencer ou commencer une vie, rompre une routine, se réinventer, faire, défaire ou refaire sa vie, professionnelle, affective, personnelle. Et même si des motivations plus directement économiques et les logiques d'intérêt ne sont pas absentes de cette quête, cette motivation économique est rarement la première exprimée et valorisée. Mais ce qui apparaît comme un désir de « bifurcation » (Hughes 1996 ; Bredeloup 2014) caractérise aussi ceux qui sont inscrits dans les logiques classiques de l'expatriation « protégée », dans l'enseignement par exemple, car le niveau de salaire, les écarts de niveau de vie ont des effets d'accumulation et de capitalisation qui changent radicalement le niveau de vie de ceux qui savent s'astreindre à une discipline d'économie. De sorte que cet ensemble de désirs, gouvernant le choix d'une mobilité que l'on peut dire alors « néo-coloniale », met en avant les constructions subjectives du sens que l'on donne à son aventure, mais aussi constitue l'Afrique en terre d'hétérotopies (Foucault 1984) : un lieu idyllique où se construit l'inversion positive des routines, des échecs, des contraintes et des carcans, ou plus simplement des impossibilités et des obstacles que dressent des sociétés européennes où l'on se sent sinon exclu, du moins mal considéré, fragilisé, voire « surnuméraire » (Castel 1995). Même les « missionnaires » modernes, bénévoles des ONG, politiquement engagés dans des programmes de développement ou d'assistance, ne sont pas à l'abri de cette prééminence des subjectivités et d'une logique hétérotopique lorsqu'ils viennent accomplir ici un devoir au nom d'une cause qu'ils considèrent perdue chez eux, ainsi que cela apparaît dans la contribution d'Hélène Quashie. L'engagement dans l'aide au développement est très régulièrement énoncé comme un désengagement d'une action politique « chez soi ».

C'est d'ailleurs aussi sous l'angle de la subjectivité que sont révisées, réinventées ou critiquées, les adhésions coloniales que certains Européens pointent, montrent du doigt, chez leurs contemporains expatriés ou sur eux-mêmes ainsi que cela apparaît dans les articles de Sabah Chaib, Giulia Fabbiano ou encore Hélène Quashie. Que l'on revendique et assume des comportements coloniaux, ou que, au contraire, on affirme vouloir s'en affranchir, cela est avant tout perçu et présenté comme une affaire personnelle et individualisée, voire intime.

D'une manière plus générale, la plupart des Européens dont nous décrivons ici les carrières et les comportements entendent bien placer sous l'angle des individualités et des relations personnelles individualisées, la manière dont ils s'arrangent ou se dérangent des statuts, des positions sociales, des

jeux de rôles, qu'ils soient hérités du colonialisme, transportés depuis les métropoles et les sociétés occidentales modernes, ou enfin empruntés aux traditions et aux patrimoines culturels locaux.

Un régime aventurier

C'est d'ailleurs ce trait de comportement, cette manière de faire de l'individualité le cadre des relations sociales et de l'individuation l'objectif central des engagements personnels, qui paradoxalement rapproche le plus ces migrants « riches », des migrants pensés comme « pauvres ». Une distinction dont il faut préciser au passage, ainsi que l'article d'Hamidou Dia le montre très bien, à quel point elle est circonstanciée puisque les descendants de migrants sénégalais en France, autrement dit sud-nord, deviennent eux-mêmes des migrants français au Sénégal, autrement dit nord-sud ; les positions sociales des acteurs s'inversant, se rencontrant ou se chevauchant selon les cas. Si l'on accepte en effet l'idée que les migrations contemporaines sont caractérisées par des logiques « aventurières » (Sayad 1999 ; Bredeloup 2014), ce primat de l'individuation est bien le facteur qui caractérise le mieux ces logiques migratoires, pour la plupart analysées dans un sens remontant (sud-nord). Du coup, et sans assimilation ni confusion avec des « logiques de placement » dans les sociétés d'accueil qui caractérisent les deux phénomènes, l'individuation comme l'absence de cadres institutionnels fait bien de nos Européens en mobilité en Afrique, des « aventuriers » et le régime aventurier de leur carrière fait bien d'eux des « migrants ».

Les parcours décrits ici ressemblent en effet pour beaucoup à des « aventures » individuelles. Mais est-ce vraiment si nouveau ? À côté des agents coloniaux, agents institutionnels ou administrateurs et fonctionnaires, partie prenante du « voyage colonial » (Memmi 2002), déplacement collectif et encadré par l'État, engagés dans la mission civilisatrice du programme colonial, il existait bien un ensemble d'individus qui, à la différence des premiers, avaient saisi l'opportunité de la fenêtre migratoire coloniale pour opérer une bifurcation dans leur existence. L'aventure restait cependant encadrée puisque le sens du voyage colonial, pour reprendre A. Memmi, était bien celui de la facilité et de l'accès à des « situations assurées » au sein d'un pays dont la population était maintenue en état de dépendance et de soumission.

Aujourd'hui, l'ensemble des parcours décrits montre que l'obtention de conditions privilégiées d'installation par leur État d'origine, d'un détachement ou d'un contrat pour une institution publique ou une entreprise, comme l'acquisition d'un statut dont les privilèges socioéconomiques sont institutionnellement garantis (couverture sociale, prime d'expatriation par exemple), ne forment plus ni les cadres principaux de ces mobilités ni les raisons majeures qui les provoquent. Et quand bien même ils bénéficient d'un confort institutionnellement garanti, ils ne sont plus aujourd'hui des « protégés » mais des « invités ».

La migration s'inscrit aujourd'hui dans un programme personnel de bifurcation, d'inflexion de son destin qui semble devenir le régime ordinaire organisant ces migrations. Ce désir de bifurcation, couplé à la subjectivité et à la singularisation, semble former le cœur de ce régime migratoire que nous qualifions ici d'aventurier. Les sociétés éphémères formées par les Européens ne sont alors plus ces communautés de circonstance qui se bâtissaient sous le parapluie protecteur de la puissance impériale et dans le sentiment d'appartenir à une élite, contre l'autre indigène que les polices et les régimes d'exception tenaient à distance. Ces sociétés sont au contraire des mondes éparpillés, pulvérisés, individualisés, travaillant moins à définir un entre-soi qu'une singularité par la construction d'un rapport authentique à l'autre, devenu non pas un point d'appui négatif mais un analyseur, un médiateur, dont dépend, par sa reconnaissance, la réussite du projet personnel. C'est en effet bien souvent parce que l'Autre le nomme « ami », parent fictif, assimilé, que le passant, le touriste culturel, le missionnaire, l'entrepreneur, se dote d'un sentiment puissant non seulement d'identité mais de singularité. Les autochtones au contact des touristes le savent d'ailleurs très bien, et usent (et abusent) des qualificatifs locaux comme autant de compliments (« Tu es un-e vrai-e marrakchi-a », « Tu parles très bien l'arabe », etc.).

En ce sens donc, il y a bien ici en quelque sorte l'émergence de « nouveaux migrants ». Ils ne tiennent pas leur nouveauté du fait de partir des pays du Nord pour gagner les pays du Sud, mais du fait d'être dans des logiques d'autonomisation et de singularisation. Leur mise en mouvement ne tient plus à des dispositifs institutionnels ou des accords intergouvernementaux (Rodriguez 1996) mais s'intègre dans un programme d'individuation qui caractérise les sociétés contemporaines et « la nouvelle raison du monde » (Dardot & Laval 2009), où l'individu doit être l'auteur de sa propre vie ou du moins de sa mise en récit.

Dans l'histoire des migrations entre Europe et Afrique, le temps de la colonisation et des aventures coloniales est bien identifié. À partir des Indépendances, un mouvement de coopérants (Henry & Vatin 2012) et de détachés est venu alimenter les mobilités européennes vers l'Afrique. Celles-ci sont ici décrites par Rachel Kantrowitz qui rappelle par ailleurs la complexité sur laquelle était politiquement fondée la coopération mais également les relations sociales produites par des négociations entre coopérants, locaux et organisations catholiques. Au nom de l'aide au développement, de nombreux Européens s'installent, toujours sur des temps de mission déterminés, dans le cadre de contrats et programmes de coopération passés entre les nouveaux États et les anciennes puissances coloniales. L'émergence de la coopération a été concomitante à un mouvement qui a vu la construction et l'ancrage des élites locales. Les accords de coopérations suivis par des accords économiques qui quadrillent les relations entre certains pays, l'Angola et le Portugal par exemple, le Maroc et la France ou encore le Gabon et la France, ont ouvert le champ à l'installation d'entreprises multinationales et

par conséquent à l'expatriation de cadres. Ces cadres, le plus souvent décrits comme vivant dans une « bulle » (Fechter 2007), bénéficient de privilèges qui creusent souvent les écarts avec les populations locales, y compris celles issues des milieux les plus aisés. Mais il semble bien qu'aujourd'hui nous soyons dans un troisième temps du cycle.

Les parcours de ces nouveaux migrants ne s'inscrivent ni dans une dissociation de la temporalité du fait colonial, puisqu'on y repère encore des adhérences, ni tout à fait dans la même temporalité, puisque les figures qui apparaissent incarnent bien une rupture. Rares expatriés, détachés ou coopérants, ils ne sont plus qu'une infime minorité à bénéficier de la protection de leur État souverain, des entreprises et institutions pour lesquelles ils travaillent. Le cadre contractuel de plus en plus restrictif et séquentiel de ceux qui sont expatriés rend d'ailleurs leur statut encore plus contingent. Désormais, les conditions de la mobilité sont très différentes de ce qu'elles furent au temps colonial. Elles sont entrées, si on le dit comme précédemment, dans l'ère des bifurcations et du désir de singularisation, inscrites alors dans un imaginaire et une temporalité de type néolibéral. Y compris sociologiquement, une grande partie de ceux dont nous décrivons les destins sont désormais des « entrepreneurs », petits et moyens pour la plupart, dans une acception très socioéconomique du terme.

Ces Européens finalement ne seraient-ils pas des « figures du milieu », mondes de l'interstice, ni tout à fait expatriés, ni tout à fait migrants, ni même d'ailleurs tout à fait groupe ? Ils ont pour point commun d'entrer dans les sociétés africaines où ils choisissent de s'établir ni par le haut, comme les expatriés, ni par le bas, comme le font les migrants pauvres (dont il faut dire d'ailleurs qu'ils sont de plus en plus présents dans les sociétés africaines aussi) mais « par le milieu ». La logique qui construit ces mobilités et qui finalement ressort des articles présentés dans ce numéro renvoie au fondement social même des sociétés coloniales et postcoloniales, y compris dans leur diversité et complexité : celles de sociétés héritières du système inégalitaire qui les a fondées. Ces Européens pénètrent en effet ces sociétés sur la base de la possession d'un capital, linguistique, économique et culturel, positif. Ils migrent dans un cadre post-colonial, souvent dans un pays anciennement administré par leur État d'origine. Dès lors que ce cadre forme le cadre à l'intérieur duquel ils migrent, qui se caractérise par des relations inégalitaires, ces Européens arrivent porteurs d'un capital, parfois de compétences qui sont celles des élites locales. Mais des privilèges et des « faveurs » ne leur permettant guère que d'obtenir, sous conditions, ce que leur propre société leur refuse : le statut d'une classe moyenne, acquis non par héritage mais par promotion sociale.

Formulons-le comme une hypothèse : ce qui se forme là, malgré le poids des imaginaires, la récurrence, voire la résilience des « logiques de place », n'est ni la prolongation d'une société coloniale, ni l'avènement d'une société néo-coloniale. Les micro sociétés exportées sont un ensemble de mondes sociaux mouvants, mobiles, diffus et parfois dilués dans le grand ventre mou

des classes moyennes urbaines et transnationales, mais surtout une société qui emprunte l'essentiel de ses valeurs, d'individualisme, de pragmatisme, de primat du relationnel, à ce que certains (Dardot & Laval 2009) appellent « nouvelle raison du monde » néo-libérale autant qu'entrepreneuriale.

IRIS, CNRS/EHESS, Paris ;
CADIS, EHESS, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

- ABÉCASSIS, F., DIRÈCHE, K. & AOUAD, R.
 2012 *La bienvenue et l'adieu. Migrants juifs et musulmans au Maghreb XV^e-XX^e siècles*, Casablanca, La Croisée des Chemins.
- AOUAD BADOUAL, R.
 1975 *Les incidences de la colonisation française sur les relations entre le Maroc et l'Afrique Noire*, Thèse de doctorat, Aix-en-Provence, Université de Provence.
- BALANDIER, G.
 1951 « La situation coloniale, approche théorique », *Cahiers internationaux de Sociologie*, XI : 44-79.
- BECKER, H.-S.
 1985 *Outsiders*, Paris, Éditions Métailié.
- BREDELOUP, S.
 2014 *Migrations d'aventure, terrains africains*, Paris, CTHS.
- BREDELOUP, S. & GOIS, P. (DIR.)
 2016 [à paraître] « De l'Europe vers les Suds : nouvelles itinérances ou migrations à rebours ? », numéro spécial, *Autrepart*, 77.
- CASTEL, R.
 1995 *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, (« Espace du politique »).
- CAUVIN VERNER, C.
 2007 *Au désert. Une anthropologie du tourisme dans le Sud marocain*, Paris, L'Harmattan.
- CHABLOZ, N. & RAOUT, J. (DIR.)
 2009 « Tourismes, la quête de soi par la pratique des autres », numéro spécial, *Cahiers d'Études africaines*, XLIX (1-2), 193-194.

COLONNA, F.

- 2008 « Training the National Elites in Colonial Algeria, 1920-1954 », *Historical Social Research*, 33 (2) : 285-295.

COQUERY-VIDROVITCH, C.

- 1992 *L'Afrique occidentale au temps des Français, colonisateurs et colonisés (1860-1960)*, Paris, La Découverte.

COSLADO, E., MCGUINNESS, J. & MILLER, C.

- 2013 *Médinas immuables, gentrification et changement dans les villes historiques marocaines (1996-2010)*, Rabat, Centre Jacques Berque.

CRUISE O'BRIEN, R.

- 1972 *White Society in Black Africa. The French of Senegal*, London, Faber & Faber.

DARDOT, P. & LAVAL, C.

- 2009 *La nouvelle raison du monde*, Paris, La Découverte.

DFAE (DIRECTION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER ET DE L'ADMINISTRATION CONSULAIRE)

- 2013 *Enquête sur l'expatriation des Français*, Paris, Ministère des Affaires étrangères.

FABBIANO, G.

- 2015 « Expatriation, retour, *lifestyle migration* ou *lifestyle settlement* ? De quelques apports des migrations de la France vers l'Algérie à l'étude des dynamiques Nord-Sud », in C. SCHMOLL, H. THIOLLET & C. WIHTOL DE WENDEN (dir.), *Migrations en Méditerranée*, Paris, CNRS Éditions : 343-358.

FABBIANO, G., POLI, A., PERALDI M. & TERRAZZONI, L.

- 2016 *Rapport final, mobilités Nord-Sud : nouvelles mobilités migratoires de l'Europe vers le Maghreb*, Paris, CADIS-EHESS.

FANON, F.

- 1952 *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil.

FECHTER, A. M.

- 2007 « Living in a Bubble : Expatriates' Transnational Spaces », in V. AMIT (ed.), *Going First Class ? New Approaches to Privileged Travel and Movement*, Oxford, Berghahn : 33-52.

FINZI, S.

- 2000 *Mémoires italiennes de Tunisie*, Tunis, Imprimerie Finzi.

FOUCAULT, M.

- 1984 « Des espaces autres, hétérotopies », *Architecture, Mouvements, Continuité*, 5 : 43-49.

GUTH, S.

- 1984 *Exil sous contrat. Les communautés de coopérants en Afrique francophone*, Paris, Silex Éditions.

HENRY, J.-R. & VATIN, J.-C.

2012 *Le temps de la coopération, sciences sociales et décolonisation au Maghreb*, Paris, Karthala.

HUGHES, E.

1996 « Carrières, cycles et tournants de l'existence », in E. HUGHES, *Le Regard sociologique*, Paris, Éditions de l'EHESS : 165-173.

JORDI, J.-J.

1986 *Espagnols en Oranie, histoire d'une migration*, Montpellier, Africa Nostra.

KATEB, K.

2001 *Européens, « indigènes » et juifs en Algérie (1830-1962) : représentations et réalités des populations*, Paris, Éditions de l'Institut national d'études démographiques.

KATZ, J. G.

2006 *Murder in Marrakesh. Emile Mauchamp and the French Colonial Adventure*, Bloomington, Indiana University Press.

KNIBIEHLER, Y., EMMERY G. & LEGUAY, F.

1992 *Des Français au Maroc*, Paris, Denoël.

KURZAC-SOUALI, A.-C.

2006 « La revalorisation de la médina dans l'espace urbain au Maroc. Un espace urbain revisité par les élites et le tourisme », in N. BOUMAZA ET AL. (dir.), *Villes réelles, villes projetées*, Paris, Maisonneuve et Larose : 337-349.

LEROUX, S.

2008 *Le rapport à l'autre à travers le rapport à l'espace. L'exemple du tourisme français à Marrakech*, Thèse de doctorat, Lille, Université de Lille 1.

MARTINIELLO, M. & REA, A.

2011 « Des flux migratoires aux carrières migratoires », *SociologieS*, <<http://sociologies.revues.org/3694>>.

MBEMBE, A.

2000 *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.

2013 *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte.

MEMMI, A.

2002 *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres*, Paris, Gallimard.

PERALDI, M.

2011 « Informalités, nouvelles perspectives analytiques », in P.-N. DENIEUIL & M. MADOUÏ (dir.), *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, Paris, Karthala : 431-441.

PERALDI, M. & TERRAZZONI, L.

2016 [à paraître] « Nouvelles migrations ? Français dans les circulations européennes vers le Maroc », Dossier « De l'Europe vers les Suds : nouvelles itinérances ou migrations à rebours ? », *Autrepart*, 77.

PEYROULOU, J.-P., BOUCHÈNE, A., TENGOUR, O.-S. & THÉNAULT, S.

2012 *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, Alger, Éditions Barzakh.

PLANEL, A.-M.

2015 *Du comptoir à la colonie. Histoire de la communauté française en Tunisie, 1814-1883*, Paris, Riveneuve.

RODRIGUEZ, N.

1996 « The Battle for the Border : Notes on Autonomous Migration, Transnational Communities, and the State », *Social Justice*, 23 (3) : 21-37.

SAYAD, A.

1999 *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Éditions du Seuil.

SÉGUL, S.

1994 *Les communistes français en guerre d'Algérie, histoire, mémoires et représentations*, Thèse de doctorat, Aix-en-Provence, Université de Provence.

SPORTISSE, W.

2012 *Le camp des Oliviers. Parcours d'un communiste algérien*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

STORA, B.

2008 *Les trois exils : Juifs d'Algérie*, Paris, Hachette Littératures.

TEMIME, E.

1987 « La migration européenne en Algérie au XIX^e siècle : migration organisée ou migration tolérée », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 43 : 31-45.

TIREFORT, A.

1989 *Européens et assimilés en Basse-Côte-d'Ivoire, 1893-1960 : mythes et réalités d'une société coloniale*, Thèse de doctorat d'État, Bordeaux, Université de Bordeaux III.

VAN REYBROUCK, D.

2012 *Congo, une histoire*, Arles, Actes Sud.

VERMEREN, P.

2004 *Le Maroc en transition*, Paris, La Découverte.

2011 « La formation des élites marocaines, miroir de la mondialisation ? », *Le Télémaque*, 39 : 53-66.

VERMEREN, H.

- 2015 « Des “hermaphrodites de nationalité” ? Colonisation maritime en Algérie et naturalisation des marins-pêcheurs italiens de Bône (Annaba) des années 1860 à 1914 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 137 : 135-154.

VERQUIN, B.

- 2000 *Du « modèle colonial » à la circulation mondiale des élites professionnelles. Le cas des Français à l'étranger*, Thèse de doctorat, Poitiers, Université de Poitiers.